



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Fiscalité internationale

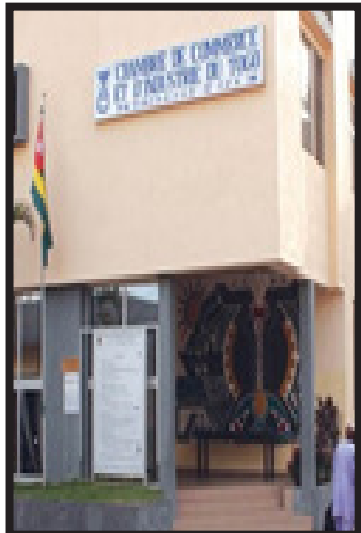
Le Maire craint un « combat difficile » avec la Chine

Le ministre de l'Économie s'attend à des discussions compliquées au G20, ... • (Page 08)

États-Unis

Une partie de la rançon payée par Colonial Pipeline récupérée

Le groupe Colonial Pipeline avait payé une rançon à des pirates informatiques après une cyberattaque qui avait paralysé son ... • (Page 08)



Togo / Inauguration de la Plateforme industrielle d'Adétikopé • (Page 03)

Des personnalités saluent l'initiative



Tarif extérieur commun

• (Page 04)

Le TEC disponible au prix de 20.000 FCFA à la CCIT

Financement

Proparco renforce son partenariat avec trois entreprises

Au cours de la visite en Côte d'Ivoire de Franck Riester, ministre français ... • (Page 02)

Financement

Shelter-Afrique signe une ligne de crédit avec la Banque ABC

L'institution financière panafricaine de logement, Shelter-Afrique a signé un contrat de logement de 11 millions de ... • (Page 06)

Euro et Copa America

Canal+ lance une promotion d'un mois

Dans le cadre du déroulement de l'Euro Foot et de la Copa America, le groupe Canal+ lance une promotion d'acquisition du matériel à un prix promotionnel et ... • (Page 04)

Secteur maritime

Le Togo tire 75% de ses recettes fiscales de la mer

Selon le gouvernement, 70% des activités économiques contribuant à la richesse nationale du Togo sont liées ... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP



(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO



togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Entreprises

Proparco renforce son partenariat avec ADVANS-CI, ECOBANK-CI et la SIB

Au cours de la visite en Côte d'Ivoire de Franck Riester, ministre français délégué au Commerce extérieur et à l'Attractivité, Proparco et les établissements financiers ADVANS-CI, ECOBANK-CI et Société Ivoirienne de Banque (SIB) ont signé de nouveaux protocoles d'accords pour soutenir les entreprises ivoiriennes impactées par la crise.



• Nicole ESSO

Ces partenariats prévoient le financement des TPE/PME et des facilités de partage des risques, en particulier les garanties de portefeuille Choose Africa Résilience proposées par le Groupe AFD. Cette offre de garantie exceptionnelle, rendue possible grâce aux ressources spécialement allouées par l'Etat français à destination des TPE et PME affectées par la crise en Afrique, constitue un outil clé du volet « Résilience » de l'initiative française Choose Africa. Dévoilé fin 2020 en réponse à la crise, ce volet Résilience porte à 3,5 milliards d'euros sur la période 2018-2022 l'engagement de la France auprès des start-up, TPE et PME en Afrique. La Côte d'Ivoire a été l'un des tout premiers pays à déployer Choose Africa Résilience et à bénéficier de l'offre de prêts garantis à 80% par le Groupe AFD. Des conventions de financements ont déjà ainsi été signés avec Société Générale Côte d'Ivoire (SGCI) et NSIA Banque. « Les TPE/PME ivoiriennes sont fragilisées

par la crise et doivent donc être accompagnées plus fortement. Je me réjouis de ces accords signés aujourd'hui qui témoignent d'une coopération renforcée avec nos partenaires ADVANS-CI, ECOBANK-CI et SIB au bénéfice des TPE/PME en Côte d'Ivoire » a déclaré Fatoumata Sissoko-Sy, Directrice Régionale de Proparco pour l'Afrique de l'Ouest. « Les bailleurs internationaux ont l'habitude d'accompagner les institutions de micro-finance dans le financement des micro-entrepreneurs et TPE ivoiriennes par la mise à disposition de liquidités à travers des lignes de refinancement en devise. Aujourd'hui le groupe AFD nous propose des mécanismes de garantie innovants adaptés à notre cible de clientèle qui vont nous permettre de réduire le profil de risque de nombreux entrepreneur(e)s plus vulnérables que les autres aux chocs extérieurs et ainsi faciliter leur accompagnement » a indiqué Mariam Djibo, Directrice Générale d'Advans Côte d'Ivoire. « Ecobank Côte d'Ivoire, dans sa stratégie réserve une place

prépondérante au financement des PME. Je félicite toutes les parties prenantes pour la signature des accords de ce jour et confirme une fois de plus notre ferme engagement à soutenir les PME d'Afrique et plus spécialement les PME en Côte d'Ivoire. Ecobank Côte d'Ivoire entend ainsi offrir aux PME, l'opportunité de booster leurs activités en cette période marquée par la pandémie de COVID-19 pour le bien-être de la population » a souligné Paul-Harry Aithnard, Directeur Général de Ecobank Côte d'Ivoire et Directeur Régional Exécutif UEMOA. De son côté, Daouda Coulibaly, Directeur Général d'Attijari West Africa, au nom de la SIB, a exprimé sa satisfaction : « Je suis heureux qu'un tel partenariat, nouvelle illustration des actions spécifiques déployées par la SIB au service de la résilience des PME face à la crise sanitaire, s'ajoute aux dispositifs mis en place par notre banque pour permettre au secteur privé de booster durablement la croissance. »

AUX DECIDEURS ...
Pauvreté et énergie...

La réduction de la pauvreté pourrait réduire la demande d'énergie, selon des recherches.

En effet, la stratégie dominante pour mettre fin à l'extrême pauvreté repose sur la conviction que nous devons faire croître le « tarte » économique afin de pouvoir produire plus de biens et de services, en même temps que la capacité de dépense des ménages et du gouvernement augmente pour consommer ces biens et prestations de service.

Cependant, avec le creusement des inégalités et une crise sanitaire aiguë dans une grande partie du monde, beaucoup échappent encore aux avantages promis de la croissance économique. Il s'avère que la pauvreté n'est pas seulement une question de revenu : elle consiste en de multiples privations.

En général, les gens sont pauvres non pas parce qu'ils ont moins de l'argent à dépenser qu'un certain seuil de pauvreté, mais parce qu'ils ne peuvent pas accéder aux biens et services qui fournissent l'assainissement, l'éducation ou la santé. Souvent, ceux-ci ne sont pas accessibles même avec des revenus accrus.

Nous avons constaté que les ménages qui ont accès à des combustibles propres, à de l'eau potable, à une éducation de base et à une alimentation adéquate - c'est-à-dire ceux qui ne vivent pas dans l'extrême pauvreté - peuvent utiliser aussi peu que la moitié de l'énergie de la moyenne nationale dans leur pays.

C'est important, car cela va directement à l'encontre de l'argument selon lequel davantage de ressources et d'énergie seront nécessaires pour que les populations des pays du Sud échappent à l'extrême pauvreté. Le facteur le plus important est le passage des combustibles de cuisson traditionnels, comme le bois de chauffage ou le charbon de bois, à l'électricité et au gaz plus efficaces (et moins polluants).

Les ménages les plus pauvres utilisent plus d'énergie sale que les ménages plus riches, avec des impacts sur la santé et le genre. Cuisiner avec des combustibles inefficaces consomme beaucoup d'énergie.

Mais les ménages avec des revenus plus élevés et plus d'appareils ont-ils une meilleure chance d'échapper à la pauvreté ? Certains le font, mais avoir des revenus plus élevés et des téléphones portables ne sont ni des conditions préalables ni des garanties pour que les besoins de base soient satisfaits.

Les ménages plus riches sans accès à l'électricité ou à l'assainissement ne sont pas épargnés par la malnutrition des enfants ou les problèmes de santé liés à l'utilisation du charbon de bois. Ironiquement, pour la plupart des ménages, il est plus facile d'obtenir un téléphone portable qu'un combustible propre et non polluant pour cuisiner.

Par conséquent, mesurer les progrès via le revenu des ménages conduit à une compréhension incomplète de la pauvreté et de ses privations.

En abordant ces questions, nous ne pouvons pas nous empêcher de nous demander pourquoi tant de pays de l'hémisphère sud ont une si faible capacité à investir dans ces services. Cela a à voir avec le fait que la pauvreté n'arrive pas tout seul : elle est créée via des systèmes interconnectés d'extraction de richesse tels que l'ajustement structurel ou les coûts élevés du service de la dette nationale.

Étant donné que le changement climatique est causé par la consommation d'énergie d'une riche minorité dans le nord du monde, mais que les conséquences sont supportées par la majorité dans le sud plus pauvre, le développement humain n'est pas seulement une question de justice économique mais aussi de justice climatique. L'investissement dans des services collectifs vitaux sous-tend les deux.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)
	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Togo / Inauguration de la Plateforme industrielle d'Adétikopé

Des personnalités saluent l'initiative

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, s'est entretenu le 7 juin 2021, avec plusieurs délégations présentes à l'inauguration de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA).

• Eyram AKAKPO

Les différentes personnalités reçues par le président de République, ont réaffirmé leur volonté d'accompagner le Togo dans la réalisation des projets structurants de cette nouvelle plateforme industrielle. Les représentants du groupe ARISE IIP, reçus en premier, ont notamment discuté avec le Chef de l'Etat des perspectives de la Plateforme et son importance dans le développement économique du pays. « Nous sommes les membres du Conseil d'administration du groupe ARISE IIP qui fait la promotion du Parc industrielle d'Adétikopé. Nous avons parlé des perspectives de ce parc industriel avec le Président, et comment ce projet s'inscrit dans la diversification et la transformation de l'économie togolaise » a indiqué Colin Coleman, membre du Comité consultatif du groupe ARISE IIP.

Pour la délégation du groupe ARISE IIP, cette initiative du Chef de l'Etat doit inspirer d'autres partenaires au développement. Kone Dosongui, président du groupe Atlantique Business International, société partenaire du groupe ARISE IIP a, pour sa part affiché ses intentions d'implanter une structure industrielle sur la Plateforme d'Adétikopé pour la transformation du coton. « Nous avons travaillé avec le groupe ARISE tant au niveau des études qu'au niveau de la réalisation de la plateforme dont nous nous soucrivons pleinement. Nous nous sommes également engagés à construire la première usine dans cette zone industrielle. Ça sera un complexe industriel pour produire de la cotonnade que nous allons exporter » a-t-il déclaré. En seconde audience, le Chef de l'Etat a échangé Sergio Pimenta le Vice-président de la Société financière interna-



tionale (SFI) du groupe de la Banque mondiale, qui a également apporté son soutien au Togo dans la réalisation des projets portant sur différents secteurs socioéconomiques notamment celui agricole qui constitue un volet important de la PIA. « Nous avons discuté des différentes opportunités que ce soit dans les domaines des infrastructures, de l'économie numérique et la création de l'emploi dans les secteurs

des PME/PMI notamment agricoles. Nous avons participé à l'inauguration de la PIA, notre soutien à ces genres de plateforme qui sont très intéressants pour le pays » a déclaré Sergio Pimenta. A en croire la directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Togo, Coralie Gevers, les réformes entreprises en matière du climat des affaires et la transformation structurelle de l'économie togolaise, sont appréciées par son insti-

tution. Elle a par ailleurs félicité l'attention particulière que portent les investisseurs privés à la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA). « Nous avons noté une forte accélération des réformes pour attirer les investisseurs privés, une amélioration du climat des affaires qui se traduit par l'inauguration de la PIA, Nous sommes très heureuses de soutenir d'autres réformes dans le pays pour améliorer les services de

développement humain », a déclaré Coralie Gevers. Le troisième à être reçu est Solomon Quaynor, Vice-président de la Banque africaine de développement (BAD) chargé du Complexe du secteur privé, de l'infrastructure et de l'industrialisation. Les entretiens ont tourné autour des projets prioritaires initiés par le Togo. Notons que le Chef de l'Etat a également conféré avec d'autres personnalités comme Donald Kaberuka, ancien président de la BAD, Samaila Zubairu, PDG de Africa finance Corporation et Emmanuel Assiak, Directeur général par intérim du Fonds pour le développement de l'exportation en Afrique (FEDA). Ensemble, ils ont émis leur disponibilité à mettre leurs expertises à la disposition du Togo et à l'accompagner dans ses programmes de développement avec l'appui du secteur privé.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hab : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Tarif extérieur commun

Le TEC disponible au prix de 20.000 FCFA à la CCIT

A travers un communiqué en date du 29 avril 2021, Nathalie Manzinèwè BITHO, présidente de la Délégation spéciale consulaire informe les opérateurs économiques de la disponibilité au guichet de la caisse de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT), du Tarif extérieur commun (TEC) au prix de 20.000 FCFA. Lire le communiqué de la CCIT.



CCI TOGO
Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DU TOGO

Angle Avenue de la Présidence,
Avenue Georges Pompidou
01 BP 360
Tél : (+228) 22 23 29 00 / 22 21 70 65 / 22 21 20 65
Fax : (+228) 22 21 47 30
Email : ccit@ccit.tg / ccitogo@gmail.com
Site web : www.ccit.tg

Lundi, le 29 AVR. 2021

La Présidente

COMMUNIQUE

A L'ATTENTION DES OPERATEURS ECONOMIQUES

La Présidente de la délégation spéciale consulaire informe les opérateurs économiques et les parties prenantes que le Tarif Extérieur Commun (TEC) V.2017.SH est désormais disponible au guichet de la caisse de la CCIT, au prix de vingt mille (20 000) F CFA.

La CCIT renouvelle ses remerciements aux opérateurs économiques pour la confiance sans cesse renouvelée.



Nathalie Manzinèwè BITHO

Euro et Copa America

Canal+ lance une promotion d'un mois

Dans le cadre du déroulement de l'Euro de Football et de la Copa America, le groupe Canal+ lance une promotion d'acquisition du matériel à un prix promotionnel et apporte des nouveautés à ses abonnés amoureux du football du 11 Juin au 11 Juillet prochain. L'information a été rendue publique ce 7 Juin 2021 par les premiers responsables de Canal+.

● Bernard AFAWOUBO

Bonne nouvelle pour les amoureux du ballon rond. Le groupe Canal+ est plus proche de ses clients au cours de ce mois de juin. Le mois dans lequel se déroulera l'Euro Foot et la Copa America. Le groupe Canal+ qui est toujours à l'écoute de ses clients leur apporte une offre spéciale. En effet, le groupe propose aux consommateurs un prix promotionnel sur ses articles du 11 Juin au 11 Juillet 2021. Au cours de ce mois, Canal+ diffusera sur toutes ses chaînes sport (1, 2, 3 et 4) tous les matchs qui seront joués dans le cadre de l'Euro foot et de la Copa America. « Nous tenons à ce que la célébration du football international soit dans tous les foyers togolais. Pour ce faire, Canal+ Togo lance



une promotion d'acquisition du matériel à un prix promotionnel de 5000F à partir de la formule Access pour les personnes qui ne l'ont pas encore », a indiqué Amandine Marbert, Directrice des ventes. Il faut souligner que sur cette même période, l'offre réservée aux clients leur accorde de bonus en accédant via le réabonnement à la formule supérieure, évation, sur laquelle l'ensemble de la compétition sera diffusée sur les chaînes sport Canal+ sport 2, 3, et 4. Dans la foulée, Canal+ annonce également une offre pérenne sur son programme de fidélité dénommée « semaine de générosité ». Ceci donne accès à tout abonné, peu importe

la formule, de bénéficier des chaînes à la formule supérieure en se réabonnant avant la fin de l'abonnement. Par ailleurs, la société met également deux offres à disposition des anciens clients. S'ils sont déjà équipés du matériel HD, en renouvelant leur abonnement, ils bénéficient directement des chaînes en plus du bouquet. Quant à ceux qui disposent de l'ancien décodeur et qui souhaitent passer au nouveau décodeur de réception d'images HD, la société leur offre la possibilité de l'avoir au prix promotionnel de 3000 Fcfa. Pour garantir la qualité de l'image, les responsables de cette structure proposent aux clients une offre d'installation gratuite à partir d'évasion. Des techniciens agréés et formés par Canal+ se chargent de cela.

Relance post covid-19

Victoire Tomégah-Dogbé a échangé avec deux délégations financières

La Cheffe du gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé, a conféré ce lundi 07 juin 2021, à la Primature de Lomé avec deux délégations de la Société Financière Internationale (SFI) du Groupe de la Banque mondiale et celle du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD).

● Eyram AKAKPO

Les discussions entre le premier ministre et les deux délégations ont essentiellement porté sur la situation économique du pays et les efforts de relance post-Covid-19. La première délégation reçue est celle de Banque africaine de développement (BAD) conduite par le vice-président pour le Secteur privé, Infrastructure et Industrialisation (PIVP) de la BAD, Solomon Quaynor, qui a indiqué à sa sortie d'audience, qu'il est au Togo dans le cadre d'une mission de dialogue de haut niveau. « Il s'agit pour nous de s'enquérir des très belles performances macroéconomiques du Togo et aussi pour examiner les différents piliers qui pourraient soutenir notre stratégie en cours de préparation pour la période 2021-2025. Nous avons eu des échanges fructueux et Son Excellence Madame le Premier Ministre a bien voulu nous présenter les performances et la vision du Gouvernement et surtout, la nouvelle façon de travailler qui appelle à une plus grande célérité sur des secteurs clés créateurs d'emplois », a déclaré Marie Laure Ndongo-Seh, Directrice générale du Bureau régional de développement et de prestations de services pour l'Afrique de l'Ouest du Groupe de la



Banque Africaine de Développement (BAD). Après la Cheffe du Gouvernement, la délégation de la BAD devrait s'entretenir avec plusieurs autres membres du Gouvernement, du Patronat et du secteur financier. Le premier ministre, en seconde audience, a conféré avec la délégation de la Société Financière Internationale (SFI), conduite par son Vice-Président Moyen-Orient et Afrique Sérgio Pimenta, en séjour officiel à Lomé depuis le 5 juin dernier. Il a au cours de son entretien avec le premier ministre, fait le point sur les interventions de la Banque mondiale et la Société Financière Internationale (SFI) au Togo et sur comment ces deux institutions soutiennent la feuille de route gouvernementale au niveau des réformes et de leur mise en œuvre. La Société financière interna-

tionale (anciennement SFI, désormais IFC par son abréviation en anglais) est une organisation du Groupe de la Banque mondiale consacrée au secteur privé. Créée en 1956, son capital est détenu par 185 1 pays membres. Sa création s'avère nécessaire car la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne peut accorder de prêts à des investisseurs privés. Son rôle est de faciliter le développement des entreprises dans les pays en développement, en particulier dans les marchés émergents (création d'emplois, de recettes fiscales, d'amélioration de la gouvernance notamment). L'IFC est administrée par un Conseil et présidée par le président du Groupe de la Banque mondiale. Son directeur général est Makhtar Diop (en date du 1er mars 2021).



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hab : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata



COMMISSARIAT GENERAL

COMMISSARIAT DES SERVICE GENERAUX

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**APPEL A CANDIDATURE N° 004/2021 /OTR/CG/CSG/DRHFP**

Dans le cadre de l'opération du recensement fiscal général géolocalisé en région en collaboration avec les maires des communes, l'Office Togolais des Recettes (OTR) lance un appel à candidatures pour le recrutement des « Agents Recenseurs » dans les conditions ci-après :

CONDITIONS A REMPLIR

- Etre de nationalité togolaise ;
- Résider dans la commune pour laquelle on postule ;
- Etre âgé de trente-cinq (35) ans au maximum le 1^{er} janvier 2021 ;
- Avoir au moins un BAC II ou tout diplôme équivalent ;
- Maîtriser parfaitement l'outil informatique ;
- Avoir une expérience dans la collecte des données surtout à l'aide d'une tablette ;
- Etre de moralité et d'intégrité irréprochables ;
- Avoir une bonne condition physique ;
- Etre un pair éducateur en matière fiscale ou membre du club des amis de fisc ou encore avoir participé au programme ATENS (Avançons Tous Ensemble) serait un atout.

Les termes de référence du présent avis d'appel à candidatures peuvent être retirés de 7h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h 30, tous les jours ouvrables dans les divisions des impôts (Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong) ou téléchargés sur le site web de l'OTR www.otr.tg.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Les personnes intéressées par le présent appel à candidatures doivent adresser sous pli fermé à Monsieur le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) :

- Une lettre de candidature datée et signée ;
- Un curriculum vitae détaillé et actualisé mentionnant les noms et prénoms, l'adresse téléphonique et électronique du candidat ;
- Une copie du certificat de nationalité ;
- Une copie de la preuve du niveau requis et une attestation des titres et expériences évoqués ;
- Une quittance de 2000 FCFA payable dans les divisions des impôts (Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara, Dapaong).

L'enveloppe portant, à l'extérieur au recto, uniquement la mention « **Agent recenseur suivi du nom de la commune pour laquelle vous postulez** » et contenant les pièces exigées, est déposée contre récépissé à la division des impôts de la région de ressort aux heures suivantes : **07H30 à 12H00 et 14H30 à 17H00**, tous les jours ouvrables et ce au plus tard le **25 JUIN 2021**.

NB : -Chaque candidat ne peut postuler que pour une seule commune à la fois sous peine d'être éliminé ;
-La durée du recensement dans chaque région sera de six (6) semaines.

Office Togolais des Recettes (OTR), 41, Rue des Impôts, Immeuble OTR,
BP : 20823, Tél. : 22 53 14 00, Site web : www.otr.tg

Lomé le **01 JUIN 2021**

Le Commissaire Général pi

**Philippe Kokou B. TCHODIE****TERMES DE REFERENCE**

Titre du poste	Lieu du Travail
Agent recenseur	Sur toute l'étendue du territoire national
Nom du titulaire du poste	Supérieur hiérarchique
A déterminer	Contrôleur des opérations de collecte
Objectif Principal du Poste	
Sous la supervision du contrôleur des opérations de collecte, l'agent recenseur administre au public cible un questionnaire de collecte de données et enregistre les informations sur la tablette mise à sa disposition en vue d'un compte rendu pour les besoins de traitement.	
Tâches & Responsabilités Principales	
Tâches opérationnelles : L'agent recenseur est chargé des tâches opérationnelles suivantes : 1. Exécuter les opérations de recensement des contribuables suivant les outils et canevas mis à sa disposition ; 2. Interroger le public cible sur la base d'un questionnaire mis à disposition ; 3. Enregistrer objectivement les réponses fournies sur la tablette mise à sa disposition ; 4. Suivre et soutenir le programme de collecte des données sur le terrain ; 5. Envoyer journalièrement au superviseur, les données collectées sur le terrain ; 6. Travailler en équipe pour éviter les doublons d'informations et remonter les informations relatives aux difficultés ; 7. Produire un rapport journalier de collecte d'informations ; 8. Prendre soin des matériels de collecte mis à sa disposition pour l'opération ; 9. Exécuter toute autre tâche confiée par le supérieur hiérarchique.	
Spécifications Personnelles	
Qualifications	Expérience
Essentielles 10. Avoir au moins un BAC II ou tout diplôme équivalent ; 11. Avoir une attestation/certificat de formation de l'outil informatique.	Souhaitable : 12. Une expérience en qualité d'agent de collecte de données surtout sur tablette serait un atout.
Connaissances Spéciales	
Essentielles 13. Connaissance de l'outil informatique (Microsoft Word, Excel, Power Point, Android, etc.) ; 14. Etre capable de lire un plan urbain ; 15. Etre capable de rédiger des rapports de collecte de données.	Souhaitable 16. Avoir une connaissance de base en langues locales du milieu.
Qualités personnelles	
Essentielles 17. Etre capable de travailler en équipe et d'organiser son planning journalier ; 18. Bonnes capacités relationnelles ; 19. Esprit d'initiative et sens des responsabilités ; 20. Disponible, dynamique, tenace et motivé ; 21. Méthodique et possédant des qualités rédactionnelles ; 22. Faire preuve de neutralité et de discrétion ; 23. Courtoisie et sens facile du contact.	Souhaitables 24. Avoir une bonne condition physique ; 25. Avoir des aptitudes à convaincre ; 26. Etre patient, courtois et professionnel.

Financement**Shelter-Afrique signe une ligne de crédit avec la Banque ABC**

L'institution financière panafricaine de logement, Shelter-Afrique a signé un contrat de logement de 11 millions de dollars EU avec la Banque Africaine de Corporation (Banc ABC) basée à Harare ce mercredi 2 Juin 2021, ceci pour la construction de 2 500 unités de logement et le montage des prêts hypothécaires. Dans la foulée, le Zimbabwe confirme son intention d'accueillir la 41ème Assemblée Générale Annuelle.

● **Bernard AFAWOUBO**

L'installation sera utilisée pour la construction de 2 500 unités de logement résidentiel, le montage de prêts hypothécaires, l'extension et l'amélioration de l'habitat, la rétrocession de prêts à des projets de logement abordable et le financement de projets commerciaux à petite échelle tels que de petits centres commerciaux. A l'issu de cet accord, le Directeur Général du groupe Shelter-Afrique, Andrew Chimphondah, a laissé entendre que la ligne de crédit serait cruciale pour combler le retard en matière de logement au Zimbabwe. « Les recherches de notre Centre d'Excellence montrent que de nombreux pays Africains sont confrontés à une crise du logement. Le Zimbabwe, par exemple, est confronté à une pénurie de logements estimée à près de 1,5 million d'unités. L'extension de la facilité de 11 millions de dollars à Banc ABC réaffirme notre engagement à résoudre la crise du logement au Zimbabwe en fournissant des solutions de logement abordables à ses citoyens », a déclaré M. Chimphondah. « Il s'agit des troisièmes et quatrièmes facilités accordés à la Banque ABC, après lui avoir accordé une facilité de prêt de 7 millions de dollars sur dix ans en 2011 et une facilité de financement du commerce de 5 millions de dollars sur un an en 2013, qui a été reconduite pour une



année supplémentaire en 2014. La facilité de financement du commerce a été remboursée dans les délais prévus », a-t-il indiqué. Pour sa part, le Directeur Général de la Banque ABC, le Dr Lance Mambondiani, a salué le partenariat à long terme entre les deux institutions. « Notre partenariat avec Shelter-Afrique remonte à 2011, lorsque la Banque ABC a tracé sa première installation. Nous sommes heureux de nous associer à nouveau à Shelter-Afrique pour un projet d'une telle ampleur, en raison des nombreuses vies sur lesquelles il aura un impact. Notre équipe de la banque d'affaires et d'investissement a travaillé à la mise en place de cette opération et aujourd'hui nous sommes fiers de la signer. Nous nous réjouissons d'une relation à plus long terme alors que nous explorons ensemble d'autres domaines d'intérêt », a précisé le Dr Mambondiani. La facilité de 7 ans, qui comprend une période de grâce de 20 mois, devra

être remboursée en 2027. L'annonce de l'accord voit Shelter-Afrique intensifier ses activités au Zimbabwe, qui a été annoncé comme lieu de la 41ème AGA après avoir accueilli avec succès la 37ème AGA en 2017. On se souviendra que le Zimbabwe était également le lieu de la session d'Atelier de formation nouvellement établie du Centre d'Excellence de Shelter-Afrique en 2019. M. Chimphondah, lui-même de nationalité zimbabwéenne, a fait remarquer que le Zimbabwe était l'un des cinq pays à avoir achevé leur souscription au capital à ce jour. « Le Zimbabwe continue de jouer un rôle de premier plan dans la région de la SADC, voire dans l'organisation, en tant qu'actionnaire le plus actif, et constitue un excellent exemple de la manière dont nous réalisons notre deuxième objectif stratégique, à savoir la valeur actionnariale et l'impact sur le développement ».

Sénégal**Les cubes de bouillons alimentaires désormais taxés à 25%**

Au Sénégal, ils sont présents dans la plupart des cuisines. Les bouillons alimentaires seront désormais taxés à 25%. C'est une nouvelle disposition instituée par la loi de finance rectificative sur le budget 2021.

Le texte a été adopté lors du dernier Conseil des ministres. La mesure fait partie de la riposte budgétaire pour faire face à la pandémie de Covid-19. Reste à savoir si elle va chambouler les habitudes. Dans son petit restaurant de rue, Sokhna propose des plats du jour : « Thiébou dieune, Yassa, soupe Kandia, mafé, riz au poulet... », des plats accompagnés de l'incontournable riz relevé avec un bouillon cube. « J'en mets toujours un peu dans la marmite, c'est pour donner du goût », explique-t-elle. Maggi, Jumbo, Tem Tem ou encore Joker... Il

y a l'embarras du choix sur le marché des bouillons alimentaires. Dans sa boutique, Abdourahmane, lui, propose trois marques : « Tous les trois, cela coûte 25 francs », détaille-t-il. 25 francs CFA, quelques poussières d'euros soit 0,038 pour être exact. Mais dans un pays de plus de 16 millions d'habitants, la mesure fiscale va rapporter gros. Selon le ministère des Finances, avec cette mesure, 25 milliards de francs CFA devraient rentrer dans les caisses de l'État, soit environ 38 millions d'euros. L'exposé de la loi ne mentionne pas les effets nocifs des bouillons alimentaires sur la san-

té, mais rappelle leur composition : sel, exhausteurs de goût, ou encore matières grasses. Pour ces clients, la nouvelle taxe est une bonne chose et c'était mieux avant : « Avant nous prenions du sel et poisson fumé », raconte un client. « On a entendu que ça donne beaucoup de maladies. Personnellement, on veut manger le plat d'hier, ce que nos vieilles femmes cuisinaient sans bouillon. Ça change », témoigne un autre. Tous les petits cubes seront soumis à la nouvelle taxe spécifique, qu'ils soient locaux ou importés.

Avec rfi.fr

Nigeria**L'IDA finance l'eau et l'assainissement pour 6 millions de personnes**

La Banque mondiale vient d'accorder un prêt de 700 millions de dollars au Nigeria. Le crédit de l'Association internationale de développement (IDA) financera l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (Wash) pour 6 millions de personnes, principalement en zone rurale et dans les petites villes.

C'est un véritable coup d'accélérateur que vient de recevoir le gouvernement fédéral du Nigeria dans la mise en œuvre de son Programme d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène durable en milieu urbain et rural (Surwash). La Banque mondiale accorde 700 millions de dollars pour la mise en œuvre du programme à travers sa filiale, l'Association internationale de développement (IDA). Avec une population estimée à 201 millions d'habitants, l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement et l'hygiène sont un véritable défi au Nigeria. Et le pays accuse du retard. Selon la Banque mondiale, environ 60 millions de Nigériens vivent sans accès aux services d'eau potable de base, 80 millions sans accès à des installations sanitaires améliorées et 167 millions sans accès à une installation de base pour le lavage des mains. Dans les zones rurales, 39 % des ménages sont privés de services d'approvisionnement en eau, tandis que la moitié seulement a accès à des installations sanitaires améliorées et près d'un tiers (29 %) pratique encore la défécation à l'air libre.

Un projet du PAN

Avec le programme Surwash, le gouvernement du Nigeria espère améliorer la situation et atteindre le sixième objectif de développement (ODD) fixé par l'Organisation des Nations unies (ONU) qui prévoit l'accès universel à



l'eau et à l'assainissement d'ici à 2030. Abuja inscrit le Surwash dans le cadre de son Plan d'action national (PAN) qui vise notamment la revitalisation du secteur de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (Wash). Dans le financement accordé par la Banque mondiale, 300 millions de dollars seront consacrés au développement des infrastructures d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement. Le gouvernement fédéral du Nigeria prévoit la construction et la réhabilitation de points d'eau et de systèmes d'adduction d'eau potable (AEP) pour les communautés rurales et les petites villes ; la construction et la réhabilitation d'installations d'assainissement, ainsi que des stations de lavage des mains. Les autorités nigérianes prévoient aussi la construction de petites installations d'élimination et/ou de traitement des boues fécales.

Au moins 6 millions de personnes bénéficiaires

Selon le gouvernement fédéral du Nigeria, la partie in-

frastructurale du programme Surwash sera mise en œuvre dans les États sélectionnés par l'Unité nationale de mise en œuvre du projet (SPIU), en collaboration avec les parties prenantes locales et communautaires. Abuja consacre un volet au développement institutionnel du secteur de l'eau et de l'assainissement. L'objectif visé par cette composante est le renforcement des capacités des agences gouvernementales fédérales, étatiques et locales concernées et des parties prenantes pour la planification des programmes Wash. Selon la Banque mondiale, le crédit de 700 millions de dollars accordé par l'IDA permettra à 6 millions de personnes de bénéficier de services d'eau potable de base et à 1,4 million de personnes d'accéder à des services d'assainissement améliorés. Le programme fournira des services améliorés d'assainissement, d'eau et d'hygiène (WASH) à 2 000 écoles et établissements de santé et aidera 500 communautés à réduire la défécation en plein air.

Avec afrik21

Monétique**Telkom lance une carte virtuelle sur WhatsApp**

L'opérateur sud africain Telkom a annoncé, mardi 8 juin, avoir procédé au lancement d'une carte virtuelle Mastercard utilisable sur WhatsApp. Ce nouveau service permet aux clients de Telkom Pay d'effectuer des paiements en ligne.

Avec l'ajout de la carte virtuelle Mastercard au portefeuille, les utilisateurs peuvent désormais effectuer des paiements aux commerçants en ligne locaux et mondiaux qui acceptent Mastercard, y compris Uber et Netflix. La carte virtuelle Mastercard de Telkom pour WhatsApp offre aux clients la possibilité de faire leurs achats en utilisant uniquement leur smartphone et l'application Telkom Pay. Les clients créent simplement une carte virtuelle sur leur profil, la lient à leur portefeuille numérique et trans-

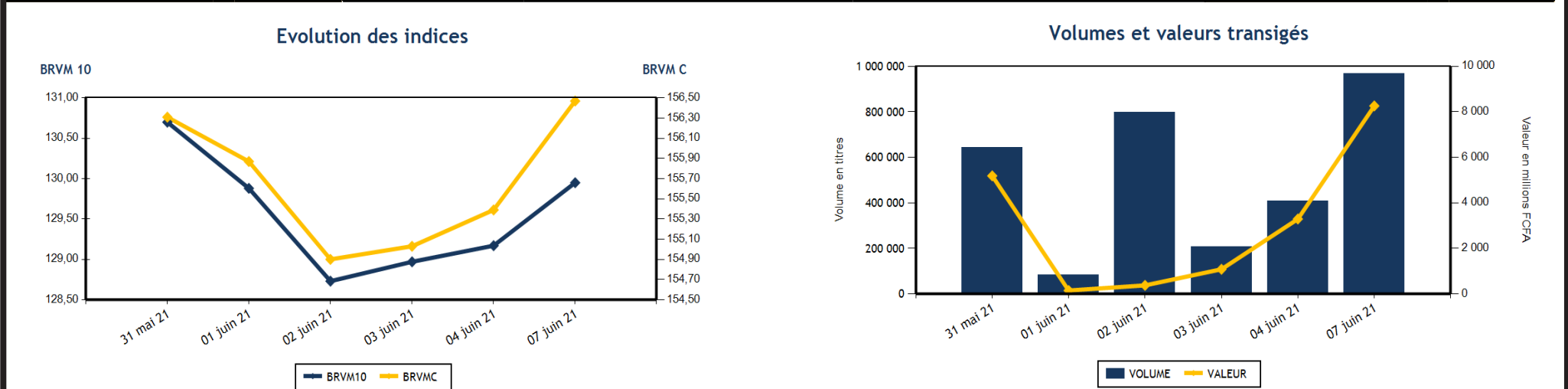


fèrent des fonds de leur portefeuille vers la carte. Pour payer leurs achats, les utilisateurs reçoivent une carte prépayée virtuelle – comprenant un numéro de carte à 16 chiffres, un code de sécurité et une date d'expiration, qu'ils utilisent pour effectuer un achat en ligne comme

c'est le cas avec une carte physique. La solution de carte virtuelle est stockée en toute sécurité sur l'application Telkom Pay et les clients peuvent temporairement bloquer, annuler ou remplacer leur carte via l'application, leur offrant ainsi une sécurité et un contrôle supplémentaires. Lancé en 2020, Telkom Pay est un portefeuille de paiement numérique qui permet à ses utilisateurs d'effectuer et de recevoir des paiements en utilisant WhatsApp sur leur téléphone mobile.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	129,95	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 107 lundi 7 juin 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	156,47
Variation Jour	 0,60 %		Variation Jour	 0,70 %
Variation annuelle	 -0,71 %		Variation annuelle	 7,64 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 708 878 789 231	0,70 %
Volume échangé (Actions & Droits)	167 106	55,84 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	342 998 372	9,47 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	19	18,75 %
Nombre de titres en baisse	9	-35,71 %
Nombre de titres inchangés	14	27,27 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	585	7,34 %	108,93 %
SICOR CI (SICC)	1 485	7,22 %	20,73 %
BOLLORE (SDSC)	1 790	7,19 %	15,48 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 055	7,11 %	111,00 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	615	6,96 %	70,83 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	68,37	0,18 %	88,61 %	24 814	51 811 680	14,17
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	418,62	0,10 %	1,99 %	42 437	119 987 155	6,80
BRVM - FINANCES	15	58,92	0,72 %	-1,78 %	66 781	130 731 162	11,48
BRVM - TRANSPORT	2	435,97	7,03 %	15,13 %	2 425	4 349 485	7,24
BRVM - AGRICULTURE	5	142,47	0,70 %	64,63 %	17 247	22 032 195	9,54
BRVM - DISTRIBUTION	7	254,42	2,39 %	12,36 %	13 049	13 881 940	15,72
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	721,82	7,34 %	108,93 %	353	204 755	3,39
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,68	
Taux de rendement moyen du marché	7,22	
Taux de rentabilité moyen du marché	11,16	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	89	
Volume moyen annuel par séance	204 144,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 192 784 977,55	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 523 935 669 339	-0,24 %
Volume échangé	801 331	166,44 %
Valeur transigée (FCFA)	7 913 267 144	165,75 %
Nombre de titres transigés	6	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	5	25,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	250	-7,41 %	8,70 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	345	-6,76 %	86,49 %
SAFCA CI (SAFC)	265	-5,36 %	-5,36 %
NESTLE CI (NTLC)	3 000	-3,23 %	837,50 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 055	-1,45 %	6,63 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,19	
Ratio moyen de satisfaction	74,73	
Ratio moyen de tendance	2 344,51	
Ratio moyen de couverture	4,27	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	4,44	
Nombre de SGI participantes	30	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Fiscalité internationale

Le Maire craint un « combat difficile » avec la Chine

Le ministre de l'Économie s'attend à des discussions compliquées au G20, pour convaincre de ratifier l'accord sur la taxe mondiale sur les sociétés.

Bruno Le Maire est sceptique, à l'approche du G20. Le ministre de l'Économie a indiqué dimanche 6 juin 2021 s'attendre à un « combat difficile » au sein du G20, pour convaincre les « autres grandes puissances », à l'instar de la Chine, de ratifier l'accord sur un impôt mondial minimum sur les multinationales annoncé la veille par le groupe des Sept. « La prochaine étape, c'est le G20, qui aura lieu à Venise en Italie début juillet [les ministres des Finances du G20 s'y retrouvent les 9 et 10 juillet, NDLR] », a déclaré le locataire de Bercy, lors d'un entretien avec Europe 1/CNews/Les Échos. Et d'ajouter : « Là il va falloir convaincre les autres grandes puissances, notamment asiatiques, je pense en particulier à la Chine. Reconnaissons-le, ça va être un combat difficile. J'ai bon espoir que nous le gagnerons parce que le G7 justement donne cette impulsion politique extrêmement puissante. » Les ministres des Finances du G7 (Royaume-Uni, France, Italie, Canada, Japon, Allemagne, États-Unis) ont annoncé samedi 5 juin un accord sur un impôt mondial sur les sociétés d'« au moins 15 % » et sur une meilleure répartition des re-



● *J'ai bon espoir que nous le gagnerons parce que le G7 justement donne cette impulsion politique extrêmement puissante », a déclaré Bruno Le Maire dimanche 6 juin. © XOSE BOUZAS / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP*

cettes fiscales provenant des multinationales, particulièrement les géants du numérique, à l'issue d'une réunion de deux jours à Londres. Cet accord du groupe des sept grandes puissances a été encouragé par le revirement américain sur la question fiscale depuis l'arrivée au pouvoir de Joe Biden. Il s'inscrit aussi dans l'esprit des travaux engagés au sein de l'OCDE sur les grandes entreprises de technologie, souvent américaines, qui payent des impôts dérisoires malgré des énormes profits, en se domiciliaient dans des pays où le taux d'impôt sur les sociétés est très faible, voire nul.

Rapporter « entre 500 millions d'euros et un milliard d'euros » par an

« Ce sont des recettes fiscales qui peuvent être consi-

dérables et justes, elles ne vont pas pénaliser un pays ou un autre. Elles seront universelles et c'est ce qui fera leur efficacité », a souligné dimanche 6 juin Bruno Le Maire. Il a estimé que pour les géants du numérique, cela pourrait rapporter à la France « quelque chose de plus important que les 400 millions d'euros que nous touchons avec la taxe nationale » adoptée en 2019. « Cela peut être entre 500 millions d'euros et un milliard d'euros » par an. Concernant la taxation minimale des entreprises multinationales, « la base est beaucoup plus large parce que ça touche un très grand nombre d'entreprises. On est sur plusieurs dizaines de milliards d'euros à l'échelle européenne et plusieurs milliards d'euros à l'échelle de la France », a-t-il ajouté.

Avec lepoint.fr

Tesla haut de gamme

Elon Musk enclenche la marche arrière

Le patron de Tesla ajoute un renoncement à la liste de ses volte-faces, estimant désormais que sa voiture à plus de 830 km d'autonomie n'a pas d'intérêt.

Et si le vent commençait à tourner pour le fantasme Elon Musk, patron de Tesla ? Tenant d'une suprématie totale dans son pré-carré de la voiture électrique où il a brillamment joué les déficieux, il va devoir bientôt partager un marché en plein essor. Il a annoncé dans un tweet que Tesla ne produirait finalement pas son modèle de luxe ultra-rapide Plaid+. La raison officielle ? Parce que la version inférieure Plaid "est tout aussi bien". Une façon quelque peu cavalière de tirer la couverture à soi. Dans un tweet, Elon Musk annonce: "La Plaid+ est annulée. Pas besoin, puisque la Plaid est tout aussi bien". Un curieux raisonnement de la part d'un homme habitué à la constante surenchère, qu'il exerce aussi dans le domaine spatial avec son programme Space X. La Plaid+, version ultra-rapide du Model S Plaid, qui devait

être mise à prix à 150.000 dollars, était supposée avoir une autonomie maximum de 830 km (520 miles) et accélérer de 0 km à 96 km/h (60 miles) en deux secondes. Pour se justifier, Elon Musk indique comme s'il le découvrirait que le modèle en dessous, la Plaid, suffit amplement et l'explique ainsi au site spécialisé américain Electrek.

Autonomie de la voiture et du conducteur

Il indique notamment que l'autonomie estimée de 830 km n'a aucun intérêt dans la gamme : « Ce que nous constatons, c'est qu'une fois que vous avez une portée supérieure à 400 miles (643 km), une autonomie plus grande n'a pas vraiment d'importance. Il n'y a pratiquement aucun trajet au-

dessus de 400 miles où le conducteur n'a pas besoin de s'arrêter pour les toilettes, la restauration, le café... ». En Europe, on conseille même toutes les deux heures ! Cette version de la Plaid est pourtant une déception car elle reprend les grandes lignes de la Tesla S, un modèle qui sillonne les routes depuis... 2012. Alors que la concurrence, dix ans plus tard, surgit enfin avec des modèles particulièrement aiguisés et dans l'air du temps (Porsche Taycan, Audi e-Tron GT RS, Lucid Air etc.), Tesla donne le sentiment de resserrer toujours la même soupe, réchauffée. Pour donner un coup de jeune à ce qui n'est qu'une S un peu spéciale, un léger restylage extérieur et le passage de l'écran multimedia du mode portait au mode large situent la différence.

Le Point Auto avec AFP

États-Unis

Une partie de la rançon payée par Colonial Pipeline récupérée

Le groupe Colonial Pipeline avait payé une rançon à des pirates informatiques après une cyberattaque qui avait paralysé son réseau d'oléoducs début mai.

Les autorités américaines ont annoncé lundi avoir récupéré 2,3 millions de dollars (2 millions de francs suisses) de rançon versés à des pirates informatiques par le groupe Colonial Pipeline après une cyberattaque qui avait paralysé son immense réseau d'oléoducs. «Le ministère de la Justice a localisé et récupéré la majorité de la rançon que Colonial a versée à DarkSide le mois dernier», a déclaré la ministre adjointe Lisa Monaco lors d'une conférence de presse, en référence au réseau criminel accusé d'être à l'origine de cette opération d'extorsion. Le 7 mai, ces hackers qui, selon les autorités américaines, sont basés en Russie, ont exploité une faille dans la sécurité des réseaux du groupe Colonial, qui transporte 45% des carburants consommés sur la côte Est des États-Unis. Ils ont utilisé un rançongiciel, ou «ransomware», un programme qui encrypte les systèmes informatiques et exige une rançon pour les débloquent. Colonial avait été forcé de suspendre ses opérations le long de ses quelque 8800 kilomètres d'oléoducs, qui courent du Texas aux environs de New York. L'attaque avait entraîné un mouvement de panique et une ruée à la pompe, accompagnée de pénuries d'essence localisées et avait souligné la vulnérabilité des infrastructures américaines face à ce type d'attaques.



75 bitcoins

Pour reprendre au plus vite la distribution d'essence, le patron de Colonial Pipeline, Joseph Blount, avait autorisé le versement d'une rançon en cryptomonnaie, soit 75 bitcoins, pour un montant estimé à 4,4 millions de dollars (4 millions de francs). Il a expliqué dans un communiqué avoir «rapidement et discrètement» prévenu la police fédérale qui a pu suivre les transferts financiers consécutifs. Armés d'un mandat signé par un juge californien, les enquêteurs ont pu saisir lundi 63,7 de ces bitcoins. Ils avaient été transférés à une adresse spécifique dont le FBI avait la «clé privée», l'équivalent d'un mot de passe, a expliqué le ministère de la Justice dans un communiqué. Le cours de la monnaie virtuelle a chuté récemment, si bien que la somme récupérée ne correspond qu'à 2,3 millions de dollars. Cette opération constitue toutefois un succès pour les autorités américaines, car il est très rare que les rançons versées

par des entreprises soient récupérées.

«Écosystème»

Dans son communiqué, le patron de Colonial Pipeline a loué le «travail rapide et professionnel» du FBI. «Pour suivre les cybercriminels et perturber l'écosystème qui leur permet d'opérer est le meilleur moyen de nous défendre contre de futures attaques», a estimé Joseph Blount. Lisa Monaco a elle espéré que l'exemple de Colonial Pipeline encourage les sociétés victimes de ce genre d'attaques à communiquer rapidement avec les autorités. Même s'il n'y a aucune «garantie», «on sera peut-être capable d'agir comme aujourd'hui et de priver des criminels des bénéfices attendus», a-t-elle plaidé. Les attaques au rançongiciel se sont multipliées ces derniers mois, visant aussi bien des écoles, des hôpitaux que des entreprises, à qui des millions de dollars ont été soutirés.

(AFP)

Entreprises

Le télétravail a réduit d'un tiers les besoins en bureaux

L'Institut de l'épargne immobilière et foncière a chiffré le gain de bureaux généré par deux jours et demi de travail à distance, en France.

L'accélération est forte. La crise sanitaire a conduit 39 % des salariés d'Île-de-France, tous secteurs d'activité confondus, à télétravailler. Une pratique « forcée » dictée par le principe de précaution, mais qui a généré une prise de conscience du phénomène par les entreprises. « Jusqu'alors et plus précisément jusqu'aux ordonnances Macron, on estime que deux tiers des heures qui étaient télétravaillées l'étaient de façon informelle », estime Christian de Kerangal, directeur général de l'Institut de l'épargne immobilière et foncière (IEIF). Désormais le phénomène est devenu une réalité tangible. L'IEIF a voulu le quantifier en retenant trois scénarios. Des gains de 12 % à 36 % Le premier scénario se base

sur une étude réalisée par le cabinet Jones Lang LaSalle en juin 2018 à propos du développement du flex office en parallèle d'une hausse du télétravail. 24 % des sociétés avaient répondu y réfléchir en se basant sur un jour de télétravail par semaine. Dans ce cas, a calculé l'IEIF, le gain de surface est estimé à 12 %. Le deuxième scénario correspond aux résultats d'une enquête réalisée par le bureau Savills en France en octobre 2020 : 41 % des entreprises interrogées ont déclaré vouloir passer à deux jours de télétravail. Le gain d'espace pourrait générer un gain d'espace de 27 %. Le troisième scénario repose sur une évolution accélérée des modes d'organisation du travail suite à la crise sanitaire : 54 % des entreprises interrogées par le groupe Parella

ont déclaré qu'elles seraient prêtes à accorder 2,2 jours de télétravail à leur personnel, ce qui se traduirait par une diminution de 36 % de la surface de bureaux nécessaire. Cette réduction des besoins, a calculé l'IEIF, réduirait la demande de bureaux en Île-de-France de respectivement 873 000 mètres carrés (1,7 % du parc) dans le premier scénario, de 3,3 millions de mètres carrés (6,5 %) dans le deuxième et de 6 millions de mètres carrés (11,8 %) dans le troisième. Quels en seront les effets ? Pour Christian de Kerangal, l'impact sera progressif en raison d'un possible effet à rebours comme il s'est manifesté après le deuxième confinement (isolement des salariés, impact sur la santé mentale...), de la durée longue des baux (jusqu'à neuf ans)...

Avec lepoint.fr

Rendez-vous économiques			
EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
Réunion du Comité Régional des Négociations Commerciales	15 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
Organisation des réunions du cadre de concertation avec les OIG	15 au 30 juin 2021	Abuja, Nigéria	http://www.uemoa.int/fr
Rencontre du réseau des Organismes de promotion du commerce	22 au 23 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
9ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique	31 mai au 4 juin 2021	Cap vert	https://www.uneca.org/fr/events/centre-africain-pour-la-politique-en-mati%C3%A8re-de-climat/neuvi%C3%A8me-conf%C3%A9rence-sur-le-changement
Conférence internationale sur l'enseignement forestier	8 au 10 juin 2021	Virtuel	Forest-Education@fao.org
Assemblées annuelles du Groupe de la BAD	23 au 25 juin 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/pressreleases/assemblies-annuelles-2020-du-groupede-la-banque-africaine-de-developpement-communique-final-37563
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com

HOROSCOPE finance

Bélier Avec l'appui de Pluton, vous gérerez vos finances avec rigueur et sérieux. Si vous avez l'intention de réaliser une importante opération immobilière, choisissez de préférence l'après-midi ; le succès vous sera alors acquis d'avance.

Taureau Avec les efforts que vous avez déployés, l'argent finira par rentrer, et ne soyez pas étonné s'il coule à flots. Méfiez-vous cependant des dépenses impulsives : vous ne savez pas toujours résister, et c'est ainsi que vous pourrez vous retrouver avec des acquisitions qui ne servent pas à grand-chose !

Gémeaux Côté finances, la prospérité sera au rendez-vous. Eh oui, vous serez en mesure de faire fructifier vos ressources, grâce à des placements habiles et à une gestion efficace de votre budget. Mais méfiez-vous de la griserie que vous insufflera Mercure et qui pourrait vous amener à jeter votre argent par les fenêtres.

Cancer Le pronostic est très réjouissant ! Il semble que l'argent cherchera à entrer dans votre escarcelle comme l'eau cherche à couler vers le bas, sans que vous ayez à faire quoi que ce soit de spécial pour provoquer l'événement.

Lion Mercure en bel aspect vous donnera l'habileté en matière de gestion financière. Vous allierez avec bonheur l'intuition au sens des réalités. Cependant, évitez de prendre des risques excessifs.

Vierge Le bien-être matériel, le confort, la satisfaction de vos goûts esthétiques seront au centre de vos préoccupations aujourd'hui. Vous aurez tendance à dépenser beaucoup d'argent pour satisfaire ces besoins. Vous risquez donc de déséquilibrer sérieusement votre budget, sauf si vous êtes du deuxième décan, auquel cas vous pourriez bénéficier de chances exceptionnelles par rencontres, trouvailles, concours de circonstances, cadeaux, dons, remises amiables, etc.

Balance Les questions financières ne seront guère intéressantes, et vous ne pourrez compter que sur vous-même pour résoudre les difficultés qui surgiront plus ou moins brusquement.

Scorpion Ne comptez pas trop sur vos amis pour résoudre vos problèmes d'argent, car chacun tient à sa bourse comme à la prunelle de ses yeux. D'autre part, il semble qu'une personne de l'autre sexe cherche en ce moment à vous emprunter de l'argent en faisant délibérément appel à son charme. Soyez vigilant pour ne pas gaspiller vos deniers dans des prêts à fonds perdus. Ne mélangez pas argent et amour, s'il vous plaît !

Sagittaire En raison de la présence inopportune de Saturne, vous serez en proie à des tracasseries diverses en relation avec un héritage, une succession, un litige très compliqué à démêler. Votre amour-propre en prendra un sérieux coup.

Capricorne Avec la planète Vénus dans votre camp, vous ne trouverez pas de meilleur moment que cette journée pour effectuer des transactions financières ou des opérations immobilières importantes. Les circonstances vous seront particulièrement favorables, et le succès vous sera acquis d'avance.

Verseau Avec Jupiter toujours influençant une de vos secteurs d'argent, la chance devrait être aujourd'hui à vos côtés. Vous devriez pouvoir équilibrer plus facilement votre budget. Dans quelques cas, Jupiter pourra même avoir pour conséquence une réelle amélioration de votre niveau de vie. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas tenter votre chance au jeu ?

Poissons Si vous devez régler une affaire de succession ou tout autre problème concernant des biens familiaux, vous serez particulièrement favorisé. Dans l'ensemble, étant inspiré, vous gérerez bien votre budget.

LE JOURNAL DES DECIDEURS

L'économiste
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général
Léonard DOSSOU

Administrateur délégué
Anicet Carlos Oké

Directeur de publication
Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef
Joël YANGLU
00228 97 78 79 07

Chef d'édition
Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs
Nicole ESSO
Kodji GATOR JOE
Vivien ATAHPABEM
Junior OREDOLA
Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale
Madjé Wellida AKUE
00228 97 25 84 84

Correcteur
Michel Yao AYEVA

Graphiste
Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie
J.C. Inter press
Tirage: 5000

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCESMINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DE LA CONSOMMATION LOCALECommission chargée du Suivi de l'Exécution
du Contrat Etat Togolais-SICPA S.AREPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

Communiqué Conjoint :

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale rappellent aux opérateurs économiques que les produits énumérés à l'article 2 de l'arrêté interministériel n° 005/MEF/MCIPSPT du 06 février 2017 à savoir : **eaux, bières, jus de fruits, vins, vermouths, boissons alcoolisées ou non et tabacs**, ne peuvent être offerts ni affichés à la vente et moins encore être vendus, s'ils ne comportent pas de **marque sécurisée obligatoire**.

Il leur est donc demandé de marquer, **sans délai**, tous les produits qui sont dans le champ d'application du **marquage sécurisé obligatoire entré en vigueur le 1^{er} septembre 2020**. Les produits non marqués seront considérés comme provenant de l'importation illégale (sans déclaration, contrebande) ou de la contrefaçon.

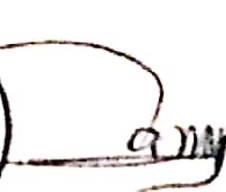
Pour rappel, les équipements pour les lignes de production automatisée et les vignettes pour les importateurs et les petits fabricants locaux sont disponibles au siège de la Société SICPA sise à la Cité OUA en face de CI-CARE joignable au numéro 00228 22 53 59 50.

Pour la création de compte **Solution Automatisée de Marquage (SAM)** et le référencement des articles soumis au marquage sécurisé obligatoire, il est demandé aux opérateurs économiques de prendre contact avec le Point Focal SICPA à l'OTR joignable aux numéros ci-après 90 09 98 85/22 53 14 35, email : dkponor@otr.tg.

Les contrôles aux frontières et inspections aux points de ventes intérieurs débutent le **jeudi 1^{er} juillet 2021** sur toute l'étendue du territoire national.

Les contrevenants s'exposeront à la rigueur de la loi conformément au Code des Douanes National, au Code Général des Impôts et au Livre de Procédures Fiscales.

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale comptent sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 07 MAI 2021Le Ministre de l'Economie et des
Finances
Sani YAYALe Ministre du Commerce, de l'Industrie
et de la Consommation Locale
S.T. Kodjo ADEDZE

NOTE D'INFORMATION DE LA POLICE NATIONALE

Sur plainte du sieur ABLAM, la Police Nationale a ouvert une enquête pour escroquerie et faux monnayage.

Le nommé Moustafa, 57 ans, de nationalité béninoise, marabout et tradipraticien, s'est fait remettre, par le plaignant, la somme de dix millions (10 000 000) F CFA pour la multiplier par des procédés mystiques. Après les rituels prévus pour la circonstance, la victime a reçu une caisse avec pour instruction ferme de ne l'ouvrir qu'après trois (03) jours. La promesse qui lui était faite était qu'il y trouverait son argent multiplié.

A l'issue des trois (03) jours, il a ouvert ladite caisse et, en lieu et place de l'argent escompté, il y a plutôt découvert un gros python vivant.

Ayant constaté que sa victime avait décelé sa supercherie, le mis en cause a pris la clé des champs et s'est réfugié à Kpalimé où il a été interpellé.

Interrogé, il reconnaît avoir effectivement reçu la somme de 10 000 000 F CFA aux fins de multiplication. Il soutient que l'argent s'est transformé en python parce que la victime n'a pas respecté scrupuleusement le rituel qui consistait à fournir une photo de l'un de ses enfants, destiné à mourir à l'issue de la cérémonie.

Au regard de ces faits, bien que le plaignant soit victime d'escroquerie commise par le marabout, il est lui-même présumé coupable de faux monnayage.

Le Procureur de la République, saisit, a instruit de déférer le plaignant pour faux monnayage et le marabout, mis en cause, pour escroquerie.

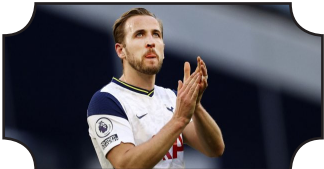
La police Nationale saisit cette occasion pour rappeler que l'argent ne se multiplie pas de façon mystique. Tous ceux qui y ont cru et ont remis de l'argent dans cette expectative ont été escroqués. Restons vigilants pour éviter de tomber dans les filets des escrocs de plus en plus ingénieux.

Mercato

Tottenham pose ses conditions pour Harry Kane

Certains s'imaginaient pouvoir négocier le transfert de Harry Kane en incluant des joueurs dans l'opération. Ils sont fixés.

Par deux fois, déjà, cette saison, Harry Kane (27 ans) a demandé à quitter Tottenham cet été. Le buteur anglais, formé chez les Spurs, semble avoir mûri sa réflexion et espère pouvoir découvrir un autre championnat dès le prochain exercice. Ses envies d'ailleurs rendues publiques, certaines écuries se sont précipitées pour ne pas laisser passer l'occasion. C'est notamment le cas de Chelsea et Manchester City qui se cherchent un renfort en pointe. Le champion d'Europe et le champion d'Angleterre ont ainsi approché les représentants de l'international anglais (54



● Harry Kane après Tottenham-Aston Villa ©Maxppp

sélections, 34 réalisations), sous contrat jusqu'en juin 2024, et le club londonien pour manifester leur intérêt. Mieux, ils se sont montrés un peu plus concrets.

175 M€ en cash sinon rien

ESPN expliquait ainsi que les Blues se sont montrés disposés à inclure un ou plusieurs joueurs dans l'opération (parmi lesquels Kepa Arrizabalaga, Callum Hudson-Odoi

et Tammy Abraham). Le Daily Mail indiquait pour sa part que les Citizens ont proposé des deals à hauteur de 60 M€, incluant Gabriel Jesus et/ou Nathan Aké et/ou Raheem Sterling. Des propositions alléchantes auxquelles les Londoniens ont décidé de dire non, explique le Sun dans son édition du jour. Le tabloïd assure que Daniel Levy, le patron de Tottenham, n'entend lâcher son n° 10 qu'en cas d'offre en espèces sonnantes et trébuchantes. Le prix est déjà fixé : 175 M€. Le ton est donné. Le feuilleton ne fait sans doute que commencer.

Avec footmercato.net

Secteur maritime

Le Togo tire 75% de ses recettes fiscales de la mer

Selon le gouvernement, '70% des activités économiques contribuant à la richesse nationale du Togo sont liées à sa façade maritime (mer) où le pays tire plus de 75% de ses recettes fiscales'.

L'océan pourtant source de vie sur tous les plans est cependant menacé par l'action humaine. Déchets plastiques, pollution pétrolière, etc. les écosystèmes marins n'ont plus aujourd'hui leur équilibre d'antan pour continuer à remplir leur fonction dont dépend toute la planète. Selon les Nations Unies, 90% des populations de gros poissons dont déjà épuisés et 50% de récifs coralliens détruits justifiant le fait que l'homme prend plus de l'océan que ce qui peut être reconstitué. Et pourtant, les océans procurent 50% de l'oxygène, stockent 93% du carbone sur la planète, abritent 250 mille espèces connues qui nourrissent près de 3,5 milliards de personnes. De plus, 90% des marchandises issues du commerce international transitent par la Mer. Les avantages sont énormes et les apports de l'océan à la survie humaine sont incalculables. L'homme en a besoin pour survivre. Cette interpellation est au cœur des réflexions ce 08 juin dédié à la journée mondiale de l'océan. Le thème de l'édition 2021 "Océan : vie et moyens de substance"



● Edem Kokou Tengue, ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière (image AGD/F.K)

visé à célébrer les merveilles et richesses des océans et à sensibiliser le grand public de leur rôle crucial. La célébration donne également lieu de mobiliser et d'unir les populations autour des menaces qui pèsent sur la survie même des océans face à l'action humaine. "L'océan est la source de vie et le moyen de subsistance d'une population mondiale sans cesse croissante. 2,9 milliards de personnes dans le monde tirent 20% de leur besoin en protéines du poisson", reconnaît Edem Kokou Tengue, ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière. En

célébrant cette journée au Togo, une rencontre a réuni collectivités, usagers, sociétés, associations, femmes et jeunes à œuvrer de concert pour redonner vie aux océans et lutter contre toutes les formes de menaces. Le ministre Tengue a vanté les initiatives prises par les autorités togolaises dans le sens d'une meilleure protection du littoral. Il s'agit entre autres de la création du Haut conseil pour la mer (HCM), la ratification des instruments internationaux pour combattre les actes illicites en mer (déversement des déchets chimiques etc.).

Avec agridigitale.net

Fenêtre FIFA

Le Togo défait face à la Gambie

Les Eperviers du Togo se sont inclinés face aux Scorpions de la Gambie en match amical disputé ce 8 juin 2021, à Antalya en Turquie.

● Eyram AKAKPO

Les Eperviers du Togo n'ont pas pu sortir leurs griffes face aux Scorpions de la Gambie, lors de leur deuxième match de préparation à Antalya. Ils ont été battu par une valeureuse équipe de la Gambie sur le score de 1-0. Dominateur en première partie de jeu, les Eperviers n'ont jamais trouvé la faille dans la défense des Scorpions malgré la bonne circulation de balle. Au retour de la pause, les gambiens se sont montrés plus entrepre-



nant en repoussant les Eperviers dans leur moitié de terrain. Le but des Scorpions interviendra à la 74ème minute par James Gomez qui d'un coup de tête trompe le portier togolais Malcom Barcola. Ce deuxième match des Eperviers est le dernier

du stage à Antalya qui a débuté depuis le 28 mai dernier. Sur deux matchs le Togo a marqué 2 buts et a encaissé 1 soit une victoire et une défaite. Le prochain rendez-vous est en septembre pour les éliminatoires de la coupe du monde Qatar 2022.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCEA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hab : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PN UD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité

**LA MAIN DU MARBRE****WWW.LAMAINDUMARBRE.COM****contact@laimaindumarbre.com****+228 918 943 13/921 408 56**